ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances le 22 décembre 1949 d'une demande d'avis sur un projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, a donné en sa séance du 11 janvier 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e December 1949 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet houdende vereffening van de bij besluitwet dd. 5 Mei 1944 nietig verklaarde organismen en diensten, heeft ter zitting van 11 Januari 1950 het volgend advies gegeven :

Les arrêtés du 1er septembre 1944, du 15 janvier 1944 et l'arrêté-loi du 28 février 1947 se préoccupaient de permettre la liquidation des organismes et services dont la nullité avait été prononcée par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

Le projet actuel a pour premier objet de les liquider effectivement et de la façon la plus radicale, puisque l'Etat "est réputé propriétaire de tous les biens acquis au nom ou en raison de la liquidation des dits organismes et services (article 1er) ".

S'il est encore question de liquidation, c'est que le projet de loi entend permettre certains recouvrements "comme si ces organismes (ceux qui sont désignés aux articles 1er et 2) avaient été légalement constitués" et qu'il entend permettre, par contre, le paiement de certaines charges de ces organismes.

Les recouvrements seront poursuivis par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines et les poursuites auront lieu comme en matière d'enregistrement (article 3).

Le Comité de liquidation, établi par l'article 5 du projet, est un organisme d'administration chargé de décider les recouvrements que l'administration de l'Enregistrement et des Domaines poursuivra et de décider en équité les charges qu'il accepte sur l'avoir de ces organismes déclarés nuls.

Ce comité peut transiger et, en cas de contestation, il décide en équité comme premier degré de juridiction, sous le contrôle du Conseil d'Etat comme second degré de juridiction administrative.

*

* *

Ce système, si exorbitant qu'il soit du droit commun, ne soulèvera aucune objection d'ordre juridique parce qu'il concerne une matière elle-même absolument exorbitante de l'activité normale des institutions nationales.

Il en résultera que les rapports juridiques créés par l'activité de ces organismes, la situation juridique résultant de leur nullité, toutes les mesures prises ensuite " "comme si ces organismes avaient été légalement constitués" relèveront du domaine administratif. Malgré la nature extrêmement variée et complexe de toutes les opérations, la volonté du législateur enlève aux droits qui en dérivent le caractère de droit civil.

Les circonstances exceptionnelles qui peuvent être invoquées pour justifier cette décision ne permettront pas de soutenir qu'il y a ici une innovation dans l'interprétation constitutionnelle qu'il conviendra dorénavant d'admettre pour définir les droits civils.

*

* *

Cependant, le dernier paragraphe de l'article 12 soulève certaines objections.

Si le système qui vient d'être exposé est adopté, la loi qui l'établit conditionnera de ce fait même la compétence des tribunaux. Les tribunaux deviendront incompétents pour juger des contestations sur des droits d'ordre administratif. Par exemple, si un agent ou un préposé de l'un de ces organismes a commis une faute, un délit ou quasi-délit qui engage sa responsabilité propre et celle de l'organisme, le tribunal n'aura plus à statuer sur la responsabilité de l'organisme qui dépendra de l'appréciation du Comité de liquidation statuant en équité. (v. article 7 du projet).

Par contre, il ne semble pas que le système justifie de rendre les tribunaux incompétents à l'égard de l'agent et du préposé lui-même. Telle n'est sans doute pas l'intention du projet de loi, malgré la rédaction du dernier paragraphe de l'article 12.

Dans la répartition des avoirs à laquelle il sera procédé en exécution de l'article 9, l'incompétence des tribunaux résultera également de l'attribution par la loi de cet avoir à l'Etat et des règles administratives établies pour leur répartition.

Dès lors, quelle est la portée de l'article 12, alinéa 2 ?

Il n'affirme qu'une règle de compétence qui résultera de l'application des principes mêmes posés par le projet de loi; il semble comporter une règle de compétence qui s'imposerait aux tribunaux, alors même que ceux-ci jugeraient que l'action dont ils sont saisis concerne des droits civils, droits de créance fondés sur l'activité des organismes déclarés nuls ou délits et quasi-délits des agents et préposés de ces organismes et, enfin, répartition des avoirs.

Tout au plus s'expliquerait-on le souci du législateur d'éviter des procédures divergentes si les principes de la loi n'étaient pas applicables aux litiges déjà pendants devant les tribunaux.

Cependant, même dans ce cas, une disposition du genre de celle-ci : "La présente loi est applicable aux litiges pendants devant les tribunaux à la date de son entrée en vigueur" a l'inconvénient de manifester une intervention du pouvoir législatif dans des affaires déjà déférées au pouvoir judiciaire, et il semblerait préférable de s'en remettre à la

sagesse des tribunaux pour faire l'application qui s'impose du système adopté par le législateur à tous les litiges soulevés par la déclaration en nullité et la liquidation des organismes en question.

Les pouvoirs confiés au Roi par le dernier alinéa de l'article 2 sont en contradiction avec l'économie de la loi. Celle-ci ne confiant pas au Roi la mission de déterminer "les fonds , comptes ou opérations " qui seront soumis à l'application des présentes dispositions, ne doit normalement pas lui permettre de les en exclure sans limite et sans conditions. C'est en raison de l'impossibilité de déterminer des critères objectifs que le gouvernement est arrivé à cette attribution de pouvoirs discrétionnaires.

Le Conseil d'Etat signale que, dans ce cas, la solution logique est d'autoriser les mesures envisagées moyennant confirmation par le pouvoir législatif. A cet effet, il propose un alinéa additionnel de l'article 3.

*

* *

Il y a, entre les articles 3 et 5, une certaine divergence quant à la désignation de l'autorité chargée du recouvrement, mais il semble bien que le système est de confier la décision au Comité de liquidation et le recouvrement à l'administration de l'Enregistrement et des Domaines.

*

* *

Les conditions d'une bonne justice et les droits de la défense exigent qu'il soit possible aux parties de faire valoir leurs moyens avant le rejet de leurs déclarations de créances. Le Conseil d'Etat propose de modifier l'article 11 en conséquence.

*
* *

L'alinéa 1er de l'article 12 du projet organise un recours devant le Conseil d'Etat en le rattachant à l'article 4 de la loi du 23 décembre 1946. Cet article dispose : "la section d'administration ..... statue par voie d'arrêts dans les cas prévus par la présente loi et les lois particulières.".

C'est en vertu des dispositions du projet de loi actuel que le Conseil d'Etat connaîtra des recours que celui-ci lui confère et qui lui permettra de statuer au fond et non en application de l'article 4 susdit.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de supprimer la référence à cet article.

*
* *

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose quelques modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI PORTANT LIQUIDATION DES ORGANISMES ET SERVICES DECLARES NULS PAR L'ARRETE-LOI DU 5 MAI 1944.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,
NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Le Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er. L'Etat est réputé propriétaire de tous les biens acquis au nom _____ des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, ou en raison de leur liquidation.

Article 2. Tombent sous l'application de l'article 1er les comptes d'égalisation, de compensation ou d'assurance, les fonds destinés à rémunérer des services spéciaux, les fonds dits de tiers, les caisses de péréquation et tous autres comptes, fonds et caisses similaires, constitués au sein des organismes et services visés à l'article 1er et dont ceux-ci avaient ou non la gestion, même si ces fonds, caisses ou comptes ont continué à fonctionner après la libération du territoire.

Dans ce dernier cas, les opérations de la période de prolongation seront considérées comme faisant un tout avec

./..

celles du temps de guerre et seront liquidées en même temps qu'elles et selon les mêmes principes.

Le Roi détermine les fonds, comptes ou opérations qui seront exclus de l'application de la présente loi.

Chaque arrêté royal pris en application des dispositions de l'alinéa précédent sera soumis aux Chambres pour confirmation, dans les trois mois de sa publication au Moniteur belge.

Article 3. L'Etat peut poursuivre le recouvrement des créances appartenant aux organismes et services visés aux articles 1er et 2 en vertu de la convention, de la loi, de la réglementation ou de toute autre mesure générale dont l'exécution relevait de leur activité, comme si ces organismes et services avaient été légalement constitués.

Toutefois, les cotisations, contributions, taxes, redevances ou rétributions ou droits quelconques ne peuvent être réclamés, à moins que des lois ou arrêtés ne les aient maintenus en vigueur après le 1er septembre 1944, ou que le recouvrement en ait été autorisé par un arrêté royal ou par une décision ministérielle antérieure au 28 février 1947. Dans ce cas, le recouvrement est poursuivi par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines; les poursuites ont lieu comme en matière d'enregistrement.

Les amendes non payées ne peuvent être recouvrées.

Article 4. Les sommes dont l'Etat dispose en vertu des articles 1er, 2 et 3, sont affectées aux frais de liquidation et au paiement des créances admises, conformément aux dispositions des articles suivants.

Article 5. La liquidation des organismes et services visés aux articles 1er et 2 est confiée au Comité de liquidation créé en vertu de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 19 avril 1947.

./..

Ce Comité de liquidation détermine notamment ____ les créances à recouvrer à charge de tiers visées à l'article 3 et __ l'admission des créances à charge des organismes et services déclarés nuls visées à l'article 4.

Article 6. Aucune déclaration de créance ne sera admise par le Comité de liquidation si elle ne lui a pas été faite __ dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

L'échéance de ce délai entraîne la forclusion de tous droits.

Toutefois, les déclarations déjà introduites, même tardivement, par application de l'arrêté-loi du 28 février 1947, ne doivent pas être renouvelées.

Article 7. Le Comité de liquidation peut admettre les créances fondées:

1° ____ sur une convention conclue de bonne foi avec les organismes et services déclarés nuls;

2° ____ sur les articles 1372 à 1375 et 1382 à 1386__ du Code civil;

3° ____ sur les dispositions des arrêtés, ordonnances, avis, circulaires et toutes autres mesures générales dont l'exécution relevait des dits organismes, sous réserve des exceptions prévues à l'article 9.

Le Comité statue en équité.

Pour l'octroi éventuel des indemnités, il tient compte de la nature du dommage et, s'il y a lieu, de sa gravité relative et des ressources de l'intéressé.

Le Roi peut préciser et compléter les dispositions visées au 3° du présent article.

./..

Article 8. Les cotisations, contributions, taxes, redevances, rétributions, amendes ou frais _____ perçus par les organismes et services visés aux articles 1er et 2 ou par l'Etat, ainsi que le produit des saisies effectuées par eux et les soldes des fonds visés à l'article 2, ne peuvent être restitués que dans les cas déterminés par le Roi, après avis du Comité de liquidation et sur la proposition du Ministre des Finances. ____

Si le produit ___ de la saisie pratiquée en exécution d'une amende infligée a dépassé le montant de celle-ci et des frais, le surplus sera restitué.

Article 9. Le règlement des créances admises par le Comité de liquidation a lieu par service, organisme ou fonds, sans pouvoir pour chacun d'eux dépasser ses avoirs. Ceux-ci sont répartis au marc le franc. ____

Sont toutefois payées par préférence dans l'ordre ci-après:

1° les créances privilégiées en vertu des lois en vigueur avec le rang que celles-ci leur confèrent;

2° les créances nées de la constitution de dépôts et de cautionnements devenus sans objet et les créances nées de fournitures effectuées ou de services prestés.

Après avis du Comité de liquidation et sur la proposition du Ministre des Finances, le Roi pourra affecter les actifs restés disponibles après les paiements prévus à l'alinéa premier et sous déduction des frais de liquidation, à des répartitions nouvelles, sans toutefois que le total des sommes allouées dépasse les montants acquis par l'Etat, en vertu des articles 1er, 2 et 3.

Article 10. Des sommes attribuées aux déclarants sont déduites celles qu'ils doivent à la liquidation, même si ces sommes ne peuvent être recouvrées aux termes de l'article 3.

./..

Article 11.-

Le Comité statue sur les déclarations introduites en vertu de l'article 6.

Il ne peut rejeter une créance sans avoir convoqué la partie intéressée par lettre recommandée à la poste, au moins quinze jours à l'avance.

Toute décision du Comité de liquidation est motivée. Elle est notifiée au déclarant par lettre recommandée à la poste.

Article 12.-

Les décisions du Comité de liquidation peuvent faire l'objet de recours devant le Conseil d'Etat lequel statue par voie d'arrêts en dernier ressort. Les dits recours sont introduits, sous peine de forclusion, dans les trente jours de la notification de la décision.

La présente loi est applicable aux litiges pendant devant les cours et tribunaux à la date de son entrée en vigueur.

Article 13.-

Le Roi règle la procédure à suivre devant le Comité de liquidation et devant le Conseil d'Etat.

Article 14.-

Sont abrogées toutes dispositions de la législation antérieure ayant pour objet la liquidation des organismes et services visés aux articles 1er et 2 qui seraient contraires aux dispositions de la présente loi.

Les paiements effectués à titre définitif en vertu de la législation antérieure restent acquis à leurs bénéficiaires, même s'ils ont été ordonnés en vertu de règles contraires à la présente loi.

Article 15.-

Le Comité de liquidation peut transiger tant avec les créanciers qu'avec les débiteurs des organismes et services visés par la présente loi. Chaque transaction fait l'objet d'un procès-verbal distinct.

Article 16.-

Le Comité de liquidation est chargé d'établir, sous le contrôle du Ministre des Finances, l'actif et le passif des organismes et services visés à l'article 1er de la présente loi au moment de l'inscription de leurs comptes dans le compte général de l'administration des Finances.

Article 17.-

Les opérations relatives à la réception et à l'emploi des fonds dont le Comité de liquidation a la gestion, sont rattachées au titre I, chapitre premier, du budget des Recettes et Dépenses pour Ordre.

Donné à , le .

PAR LE REGENT :

Le Ministre des Finances,

De besluiten van 1 September 1944, van 15 Januari 1944 en de besluitwet van 23 Februari 1947 bereidden de vereffening voor van de bij besluitwet van 5 Mei 1944 nietig verklaarde instellingen en diensten.

Het tegenwoordig ontwerp heeft in de eerste plaats als voorwerp deze vereffening te verwezenlijken en wel op de radicaalste wijze, vermits de Staat "geacht wordt eigenaar te zijn van al de goederen verkregen op naam of op grond van de vereffening van genoemde organismen en diensten (artikel 1) ".

Indien er nog van vereffening sprake is, dan is het omdat het ontwerp van wet het mogelijk wil maken sommige invorderingen te doen alsof deze instellingen, bedoeld in de artikelen 1 en 2, wettelijk opgericht waren geweest en omdat het, anderzijds, de betaling van sommige lasten dezer instellingen mogelijk wil maken.

De invorderingen worden vervolgd door het bestuur der Registratie en Domeinen en de vervolgingen geschieden zoals in zake registratie. (artikel 3)

Het bij artikel 5 van het ontwerp opgericht vereffeningscomité is een bestuursinstelling die gelast is te beslissen welke invorderingen het bestuur der Registratie en Domeinen zal vervolgen en naar billijkheid te beslissen welke lasten het aanvaardt op het vermogen van deze nietigverklaarde organismen.

Dit comité kan dadingen aangaan en, in geval van betwisting, beslist het naar billijkheid als eerste rechtsinstantie onder de contrôle van de Raad van State, die als tweede administratieve rechtsinstantie optreedt.

Tegen dit stelsel zal, hoe ver het ook het bestek van het gemeen recht te buiten gaat, geen juridisch bezwaar worden ingebracht, daar het een aangelegenheid betreft die zelf volstrekt buiten de normale werkzaamheden van de nationale instellingen ligt.

.../..

Daaruit zal dan ook volgen dat de rechtsverhoudingen die door de werkzaamheden van deze instelling zijn tot stand gekomen, de rechtstoestand die uit hun nietigheid voortvloeit, alle maatregelen die nadien werden genomen "alsof deze organismen wettelijk opgericht waren geweest",tot het gebied van het bestuur zullen behoren.

Ondanks de uiterst gevarieerde en ingewikkelde aard van alle verrichtingen,ontneemt de wetgever aan de daaruit voortvloeiende rechten het karakter van burgerlijk recht.

De uitzonderlijke omstandigheden,welke men ter verantwoording van deze beslissing kan inroepen, zullen het niet mogelijk maken staande te houden dat het hier gaat om een nieuwigheid inzake grondwetinterpretatie, die men voortaan zou dienen aan te nemen om het begrip "burgerlijke rechten" te bepalen.

*

* *

In verband met het laatste lid van artikel 12 rijzen echter enkele bezwaren.

Wordt het zoëven uiteengezette stelsel aangenomen, dan zal de wet die het invoert daardoor alleen reeds de bevoegdheid der rechtbanken bepalen. De rechtbanken zullen onbevoegd worden om uitspraak te doen inzake geschillen over rechten van administratieve aard. Bij voorbeeld, wanneer een beambte of aangestelde van een dier organismen zich aan een tekortkoming, een misdrijf of oneigenlijk misdrijf schuldig heeft gemaakt, waarbij zijn eigen verantwoordelijkheid en die van het organisme zijn betrokken, zal de rechtbank geen uitspraak meer te doen hebben over de verantwoordelijkheid van het organisme, die zal afhangen van het oordeel van het Vereffeningscomité dat uitspraak doet naar billijkheid (zie artikel 7 van het ontwerp).

.../...

Daarentegen schijnt in het stelsel geen grond voorhanden om de rechtbanken onbevoegd te verklaren ten opzichte van de beambte en van de aangestelde zelf. Niettegenstaande de redactie van het laatste lid van artikel 12 is dit ongetwijfeld niet de bedoeling van het ontwerp van wet.

Bij de verdeling van het vermogen, die ter uitvoering van artikel 9 zal worden gedaan, zal de onbevoegdheid der rechtbanken eveneens voortvloeien uit het feit, dat de wet dit vermogen aan de Staat toekent en dat voor de verdeling ervan administratieve regelen gelden.

Welke is bijgevolg de draagwijdte van artikel 12, lid 2 ?

Het bevestigt slechts een regel inzake bevoegdheid die zal volgen uit de toepassing van de in het ontwerp van wet gehuldigde beginselen zelf ; het schijnt een regel inzake bevoegdheid te behelzen die voor de rechtbanken verplichtend zou zijn, zelfs indien deze rechtbanken mochten oordelen dat de aanhangige rechtsvordering betrekking heeft op burgerlijke rechten, op schuldvorderingen gegrond op de werkzaamheden der nietig verklaarde instellingen, op misdrijven en oneigenlijke misdrijven der beambten en aangestelden van die instellingen en, ten slotte, verdeling van het vermogen.

De bezorgdheid van de wetgever om uiteenlopende rechtsplegingen te vermijden, zou slechts begrijpelijk zijn wanneer de beginselen der wet niet van toepassing waren op de geschillen welke bij de rechtbanken reeds aanhangig zijn.

Nochtans, zelfs in dat geval is aan een bepaling in de aard van de volgende : "Deze wet is van toepassing op de geschillen die bij de rechtbanken aanhangig zijn op de datum van haar inwerkingtreding" het nadeel verbonden, dat er een inmenging van de wetgevende macht in de reeds bij de rechterlijke macht aanhangige zaken uit blijkt, en het schijnt verkieslijk zich op de wijsheid der rechtbanken te verlaten voor de vereiste

.../...

toepassing van het door de wetgever aangenomen stelsel op alle geschillen, die ontstaan ingevolge de nietigverklaring en de vereffening van de bedoelde instellingen.

De bevoegdheid die door het laatste lid van artikel 2 aan de Koning wordt toevertrouwd, is in tegenspraak met de opzet van de wet. Daar deze Hem niet belast met de taak, te bepalen welke "fondsen, rekeningen of operatiën" onder de toepassing van deze bepalingen zullen vallen, is het normaal dat zij Hem evenmin toestaat ze zonder beperking en zonder voorbehoud uit te sluiten. De regering is tot dit toekennen van discretionnaire bevoegdheid gekomen omdat het haar onmogelijk was objectieve criteria te bepalen.

De Raad van State wijst er op dat de logische oplossing in zodanig geval is, machtiging te geven tot het treffen van de voorgenomen maatregelen, mits zij door de wetgevende macht worden bekrachtigd. Te dien einde stelt hij een nieuw lid voor, te voegen bij artikel 3.

*
* *

Tussen artikel 3 en artikel 5 is er een zeker verschil wat betreft het aanwijzen van de overheid die met de invordering is belast. Blijkbaar echter bestaat het stelsel hierin dat het Vereffeningscomité met de beslissing en het bestuur der Registratie en Domeinen met de invordering wordt belast.

*
* *

De voorwaarden van een goede rechtsbedeling en de rechten der verdediging eisen dat partijen hun rechtsmiddelen kunnen doen

.../...

gelden vóór de verwerping van hun aangiften van schulvorderingen. De Raad van State stelt voor artikel 11 dienvolgens te wijzigen.

*
* *

Lid 1 van artikel 12 van het ontwerp regelt het beroep bij de Raad van State, en brengt het in verband met artikel 4 van de wet van 23 December 1946. Dit artikel luidt als volgt : "De afdeling administratie ..... doet uitspraak bij wijze van arresten in de gevallen voorzien bij deze wet en de bijzondere wetten".

Niet bij toepassing van voornoemd artikel 4, maar op grond van de bepalingen van het tegenwoordig ontwerp van wet zal de Raad van State kennis nemen van het verhaal dat hem door dit ontwerp wordt toegewezen, zodat hij over de grond der zaak uitspraak zal kunnen doen.

Derhalve stelt de Raad van State voor de vermelding van dat artikel weg te laten.

*
* *

Voorts stelt de Raad van State een aantal wijzigingen voor, die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

Ontwerp van wet houdende vereffening van de bij besluitwet van 5 Mei 1944 nietig verklaarde organismen en diensten.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Financiën, en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Financiën wordt er mede belast, in Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan te tekst volgt.

Artikel 1.- De Staat wordt geacht eigenaar te zijn van al de goederen verkregen op naam ____ van de bij besluitwet van 5 Mei 1944 nietig verklaarde organismen en diensten of op grond van hun vereffening.

Artikel 2.- Onder toepassing van artikel 1 vallen de egalisatie-, compensatie- of verzekeringsrekeningen, de fondsen bestemd tot beloning van speciale diensten, de zogenaamde derdengelden, de perequatiekassen en alle andere soortgelijke rekeningen, fondsen en kassen, opgericht in de schoot van de bij artikel 1 bedoelde organismen en diensten en waarover deze al dan niet het beheer voerden, zelfs bijaldien deze fondsen, kassen of rekeningen voortgewerkt hebben na de bevrijding van het grondgebied.

./.

In laatstbedoeld geval worden de verrichtingen van de periode van verlenging beschouwd als een geheel uitmakend met die van oorlogstijd en worden zij samen met deze laatst en volgens dezelfde beginselen vereffend.

De Koning bepaalt welke fondsen, rekeningen of verrichtingen van de toepassing van deze wet zullen worden uitgesloten.

Ieder koninklijk besluit, genomen bij toepassing van de bepalingen van vorig lid, zal binnen drie maanden na zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad aan de Kamers ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Artikel 3.- De Staat mag de invordering van de schuldvorderingen, toebehorend aan de in de artikelen 1 en 2 bedoelde organismen en diensten ____ krachtens de overeenkomst, de wet, de reglementering of elke andere algemene maatregel met de uitvoering waarvan zij waren belast, vervolgen alsof deze organismen en diensten wettelijk opgericht waren geweest.

De ____ bijdragen, belastingen, taxes, vergoedingen of retributiën of om 't even welke rechten mogen evenwel niet ingevorderd worden, tenzij wetten of besluiten ze na 1 September 1944 in werking hebben gehandhaafd of de invordering ervan ___ bij koninklijk besluit of bij ministeriële beslissing van vóór 28 Februari 1947 werd gemachtigd. In dit geval wordt de invordering _____ vervolgd door het bestuur der Registratie en Domeinen; de vervolgingen geschieden zoals inzake registratie.

De niet betaalde geldboeten mogen niet worden ingevorderd

Artikel 4.- De sommen waarover de Staat krachtens de artikelen 1, 2 en 3, beschikt worden aangewend ter betaling van de vereffeningskosten, alsmede van de overeenkomstig de bepalingen van de volgende artikelen aangenomen schuldvorderingen.

./.

Artikel 5.- De vereffening van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde organismen en diensten wordt toevertrouwd aan het Vereffeningscomité, opgericht krachtens artikel 2 van het besluit van de Regent van 19 April 1947. Dit Vereffeningscomité bepaalt in het bijzonder de in artikel 3 bedoelde schuldvorderingen die ten bezware van derden dienen ingevorderd en de aanneming der in artikel 4 bedoelde schuldvorderingen ten bezware van de nietig verklaarde organismen en diensten.

Artikel 6.- Geen schuldvorderingsverklaring zal door het Vereffeningscomité worden aangenomen, zo zij er niet werd aangegeven binnen ___ drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

Het vervallen van deze termijn brengt het verval van alle rechten mede.

De bij toepassing van de besluitwet van 28 Februari 1947 reeds ingediende aangiften, zelfs die welke te laat werden ingediend, moeten echter niet hernieuwd worden.

Artikel 7.- Het Vereffeningscomité mag de schuldvorderingen aannemen die steunen op :

1° een te goeder trouw met de nietig verklaarde organismen en diensten gesloten overeenkomst;

2° ___ de artikelen 1372 tot 1375 en 1382 tot 1386 ___ van het Burgerlijk Wetboek;

3° ___ de bepalingen der besluiten, verordeningen, berichten, aanschrijvingen en alle andere algemene maatregelen met de uitvoering waarvan die organismen waren belast, onder voorbehoud van de bij artikel 9 bepaalde uitzonderingen.

Het Comité doet uitspraak naar billijkheid.

./.

Voor de eventuele toekenning van de vergoedingen houdt het rekening met de aard van de schade en, bij voorkomend geval met haar betrekkelijke belangrijkheid ___ en ____ de vermogenstoestand van de belanghebbende.

De Koning kan de bepalingen, bedoeld in 3° van dit artikel, nader omschrijven en aanvullen.

Artikel 8.- De bijdragen, belastingen, taxes, vergoedingen, retributiën, geldboeten of kosten ____ geïnd door de in de artikelen 1 en 2 bedoelde organismen en diensten of door de Staat, alsmede de opbrengst van de door dezelve verrichte inbeslagnemingen en de saldi der in artikel 2 bedoelde gelden, kunnen slechts worden terugbetaald in de door de Koning bepaalde gevallen, na advies van het Vereffeningscomité en op de voordracht van de Minister van Financiën.

Als de opbrengst van de ter uitvoering van een opgelegde geldboete verrichte inbeslagneming hoger gaat dan het bedrag van deze geldboete en van de kosten, wordt het overschot terugbetaald.

Artikel 9.- De regeling van de door het Vereffeningscomité aangenomen schuldvorderingen geschiedt per dienst, organisme of fonds, zonder dat het bezit van ieder van hen mag overschreden worden. Dit laatste wordt pondspondsgewijze verdeeld.

Worden echter in onderstaande volgorde bij voorrang betaald :

1° de krachtens de geldende wetten bevoorrechte schuldvorderingen met de rang welke deze wetten hen toekennen;

2° de schuldvorderingen ontstaan uit het aanleggen van deposito's en van doelloos geworden borgstellingen, alsmede de schuldvorderingen ontstaan uit leveringen of dienstverstrekkingen.

./.

Na advies van het Vereffeningscomité en op de voordracht van de Minister van Financiën, kan de Koning de activa, die na de bij lid 1 bepaalde betalingen beschikbaar gebleven zijn, onder aftrek van de vereffeningskosten, aanwenden tot nieuwe uitkeringen, zonder dat het totaal der toegekende sommen hoger mag gaan dan de bedragen verkregen door de Staat, krachtens de artikelen 1, 2 en 3.

Artikel 10.-

Van de aan de aangevers toegekende sommen worden diegene afgetrokken welke zij bij de vereffening verschuldigd zijn, zelfs als deze sommen niet kunnen ingevorderd worden op grond van artikel 3.

Artikel 11.-

Het Comité beslist over de krachtens artikel 6 ingediende aangiften. Het kan geen schuldvordering afwijzen zonder de betrokken partij ten minste vijftien dagen vooraf bij ter post aangetekende brief te hebben opgeroepen.

Elke beslissing van het Vereffeningscomité wordt gemotiveerd. Er wordt bij ter post aangetekende brief aan de aangever kennis van gegeven.

Artikel 12.-

Tegen de beslissingen van het Vereffeningscomité kan beroep worden ingesteld bij de Raad van State, die in laatste instantie uitspraak doet bij wijze van arrest. Dit beroep wordt, op straf van verval, binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing ingesteld.

Deze wet is van toepassing op de geschillen die bij de hoven en rechtbanken aanhangig zijn op de datum van haar inwerkingtreding.

.../...

Artikel 13.-

De Koning regelt de procedure die voor het Vereffeningscomité en voor de Raad van State moet gevolgd worden.

Artikel 14.-

Alle bepalingen van de vroegere wetgeving met betrekking tot de vereffening van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde organismen en diensten, die strijdig mochten zijn met de bepalingen van deze wet, worden opgeheven.

De krachtens de vroegere wetgeving verrichte definitieve betalingen komen ten goede aan de gerechtigden, zelfs als zij geordonnanceerd werden krachtens regelen in strijd met onderhavige wet.

Artikel 15.-

Het Vereffeningscomité mag zowel met de schuldeisers als met de schuldenaars van de bij deze wet bedoelde organismen en diensten dadingen treffen. Elke dading wordt afzonderlijk geverbaliseerd.

Artikel 16.-

Het Vereffeningscomité is gelast, onder het toezicht van de Minister van Financiën, de activa en de passiva der bij artikel 1 van deze wet bedoelde organismen en diensten vast te stellen op het ogenblik dat hun rekeningen op de algemene rekening van het Bestuur van Financiën worden gebracht.

Artikel 17.-

De verrichtingen betreffende de inontvangstneming en de aanwending van de door het Vereffeningscomité beheerde gelden worden verbonden aan titel 1, eerste hoofdstuk, van de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde.

Gegeven te ,

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Financiën,

Etaient présents :		Waren aanwezig :	
Messieurs :	J. SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
De Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX, M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le janvier 1950.

De Januari 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.